

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 10 avril 2025

ZOOM : ZONE – POTENTIELS IMPACTS DES DROITS DE DOUANE IMPOSES (PUIS PAUSES POUR 90 JOURS) PAR LES ETATS-UNIS AUX PAYS ANDINS ET DU PLATEAU DES GUYANES. 2

Bolivie 3

La Banque centrale autorise l'utilisation des réserves internationales en or comme garantie pour l'obtention de prêts. 3

L'utilisation des gazoducs boliviens pour l'exportation du gaz argentin vers le Brésil pourrait générer des revenus jusqu'à 200 M\$ par an. 4

Colombie 4

L'inflation baisse de nouveau : elle atteint 5,09 % en g.a. en mars. 4

Au T1 2025, l'engagement budgétaire dépasse la cible, mais les obligations et paiements sont à la traîne. 4

Stagnation des exportations en février. 5

Equateur 5

Les IDE s'établissent à 232 M\$ en 2024. 5

Le comité de commerce équatorien approuve une baisse temporaire de -10 % sur les droits de douane imposés aux voitures importées des Etats-Unis. 5

Guyana 5

Le Guyana participe au 55^{ème} Forum mondial des affaires, à Marseille. 5

Pérou 6

L'attribution de projets par le biais du mécanisme *Travaux contre Impôts (Oxl)* a atteint un nouveau record T1 2025. 6

Venezuela 6

L'inflation atteint 13,1 % en mars. 6

Révocation des licences spécifiques des projets Dragon et Cocuina-Manakin. 6

Zoom : Zone – Potentiels impacts des droits de douane imposés (puis pausés pour 90 jours) par les Etats-Unis aux pays andins et du plateau des Guyanes.

Dans son allocution du *Liberation Day*, le 2 avril dernier, le Président Donald Trump a annoncé que les importations de Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur et du Suriname seraient taxées à hauteur de 10 % ; celles du Venezuela le seraient à hauteur de 15 % ; et celles du Guyana le seraient à hauteur de 38 %. **Le mercredi 9 avril, il a ensuite pausé ces droits de douanes pour 90 jours, annonçant des droits de douane de 10 % pour tous ses partenaires économiques** (hormis la Chine, désormais taxée à 145 %). Certains produits sont cependant exemptés de ces augmentations, entre autres, l'or et le pétrole, importants dans les exportations de la Colombie et du Guyana. Cela a pour conséquence de créer **une distinction entre les « droits de douane annoncés » et les « droits de douane effectifs »**, ces derniers représentant la moyenne des taxes réellement appliquées aux exportations d'un pays. Cette différence est parfois importante : alors que les droits de douane annoncés de la Colombie et du Pérou sont de 10 %, leurs droits de douane effectifs pourraient en réalité être de respectivement 5,3 % et 7,5 %.

En amont de la pause annoncée, la Colombie, le Pérou et l'Équateur ont privilégié le dialogue et les négociations plutôt que les représailles, tout en relativisant le potentiel impact réel de ces mesures sur leurs économies. Les trois pays étant taxés à 10 %, en prenant en compte les droits de douane annoncés le 2 avril, ils auraient fait partie des moins pénalisés, et auraient ainsi pu même gagner en compétitivité face à leurs concurrents asiatiques (notamment dans les secteurs agroalimentaire et textile). Bien que tous les droits de douane aient été fixés à 10 % cette semaine, il n'est pas impossible que D. Trump revienne sur cette annonce, ce qui favoriserait les pays andins. **Il s'agira désormais de suivre si le taux de 10 % sera maintenu ou si des modifications seront envisagés, notamment pour les pays asiatiques.** La Colombie, le Pérou et l'Équateur ont tout de même indiqué envisager des négociations afin de limiter ces augmentations. Le Premier ministre péruvien a notamment affirmé que les exportations couvertes par le traité de libre-échange Pérou-États-Unis ne devraient pas être affectées ; une clarification officielle de Washington est cependant attendue pour confirmer cette hypothèse. Par ailleurs, la Colombie et l'Équateur ont exprimé leur désir de renforcer leurs relations commerciales avec de nouveaux marchés comme l'Asie, l'Europe ou le Moyen-Orient.

En Colombie, les produits agricoles devraient être les plus affectés, notamment ceux confrontés à la concurrence de produits mexicains exemptés de droits de douane, comme les avocats ou les fruits. Cependant, **si les droits de douane du 2 avril avaient été appliqués, en comparant les principaux produits d'exportation de la Colombie à ceux de ses concurrents, le pays aurait gagné en compétitivité.** Par exemple, sur des produits comme le café, les articles en fer et les équipements électriques, la moyenne des droits de douanes imposés aux cinq principaux concurrents de la Colombie aurait dépassé 27 %. **Le cours du pétrole Brent (référence de la Colombie) a chuté**, passant de 74,95 \$/baril le 2 avril à 65,48 \$/baril le 10 avril (et descendant à 62,82 \$/baril le 9 avril), soit une baisse de -13 %. Pour cause, l'augmentation des droits de douane, ainsi

que l'annonce de l'OPEP+ de l'augmentation de la production de pétrole des pays membres à hauteur de 411 000 bpd supplémentaires à partir du mois de mai. **Cette diminution pourrait peser sur les finances publiques colombiennes, dépendantes des recettes issues du secteur pétrolier** (en 2023, 13,2 % des revenus de l'État étaient issus du secteur pétrolier). L'indice COLCAP a légèrement baissé, passant de 1 657,40 le 4 avril à 1 601,60 le 10 avril (et atteignant un point bas à 1552,71 le 9 avril). Enfin, le dollar a reculé face au peso colombien, le cours passant de 4 150 COP/\$ à 4 420 COP/\$ entre le 2 et le 10 avril (soit une dépréciation de 6,5 %, et passant par un point bas à 4 448 COP/\$ le 9 avril).

Au Pérou, le commerce extérieur est très concentré, tant en nombre d'entreprises que de produits et marchés. **80 % des exportations à destination des États-Unis sont concentrés sur 6 % des entreprises du pays, qui auraient également les meilleures capacités d'adaptation et solidité financière** – leur permettant d'affronter ces nouveaux droits de douane. Les secteurs les plus touchés devraient être les secteurs agricole (36 % des exportations vers les États-Unis, et auparavant exempté de droits de douane), textile (désormais taxé à 30 %), miniers (22 %), et chimiques (14 %). Les grandes entreprises pourraient voir leur rentabilité baisser de 2 % à 3 % ; mais cette baisse pourrait atteindre jusqu'à 10 % pour les PME, choc dont elles pourraient difficilement se remettre, selon les analystes.

Au Venezuela, **Nicolás Maduro a décrété un état d'urgence économique, permettant à l'exécutif d'adopter des mesures budgétaires exceptionnelles durant 60 jours**. Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères a demandé aux pays latino-américains une réponse collective pour « *affronter la guerre commerciale imposée par les États-Unis* ». Bien que ces nouveaux droits de douane soient une menace pour l'industrie vénézuélienne, les experts estiment que leurs conséquences seront limitées, notamment par rapport aux importantes sanctions récemment réimposées au secteur pétrolier vénézuélien (voir nos brèves du [27 février](#) et du [27 mars](#)).

Étant donné que ces nouveaux droits de douane ne concernent pas le pétrole et l'or, **les exportations principales du Guyana devraient être relativement épargnées**, et les exportations pétrolières à destination des États-Unis pourraient continuer leur tendance à la hausse (+44,5 % en 2024). Le Guyana a tout de même annoncé contester les chiffres commerciaux utilisés par les États-Unis pour justifier l'imposition de droits de douane de 38 % sur ses exportations. Selon les autorités, si l'administration Trump acceptait les données guyaniennes concernant le déficit commercial États-Unis, les droits de douane pourraient être réduits à 12 % – ce que souhaite négocier le pays.

Bolivie

La Banque centrale autorise l'utilisation des réserves internationales en or comme garantie pour l'obtention de prêts.

Dans le but de d'appuyer l'entrée de devises dans l'économie, notamment via des prêts des institutions multilatérales **la Banque centrale (BCB) a adopté une résolution l'autorisant à**

contracter des crédits et/ou à réaliser des opérations de financement avec des entités financières ou non-financières. Ces opérations pourront être garanties par les réserves internationales d'or du pays. Toutefois, seuls certains acteurs sont habilités à participer à ces transactions : la Banque des règlements internationaux, la Banque mondiale, la Banque latino-américaine du commerce extérieur et le Fonds de réserve latino-américain (FLAR). Par ailleurs, la résolution précise que tout crédit adossé aux réserves devra être examiné par le

Comité des réserves internationales, qui soumettra ensuite ses recommandations au conseil d'administration de la BCB pour approbation. **Toutefois, les experts émettent des doutes quant aux réserves effectives d'or de la Bolivie, et l'intérêt des bailleurs internationaux pour le mécanisme pourrait ainsi être incertain.**

L'utilisation des gazoducs boliviens pour l'exportation du gaz argentin vers le Brésil pourrait générer des revenus jusqu'à 200 M\$ par an.

Le président de l'entreprise publique bolivienne d'hydrocarbures (YPFB) a déclaré que **le transport de gaz argentin vers le Brésil, via la Bolivie, pourrait rapporter jusqu'à 200 M\$ par an.** Il n'a pas indiqué les conditions financières de l'opération. Pour rappel, la semaine dernière, TotalEnergies, le groupe brésilien Matrix Energia et YPFB ont lancé la première opération de transit de gaz argentin à destination du Brésil, avec un volume initial atteignant 4,5 millions de mètres cubes par jour (voir [nos précédentes brèves](#)). **Certains experts ont cependant nuancé l'enthousiasme de cette annonce** en rappelant que ce nouveau rôle tend à faire de la Bolivie un pays de transit plutôt qu'un véritable producteur, et en indiquant qu'YPFB ne devrait percevoir que 91 M\$ par an grâce à cette opération, bien inférieur aux chiffres indiqués par l'entreprise. Ce calcul repose sur un volume moyen de 4,5 millions de mètres cubes par jour et un tarif estimé à 1,5 \$ par millier de mètres cubes ; cela représenterait 166 500 \$ par jour, soit 7,5 M\$ par mois.

Colombie

L'inflation baisse de nouveau: elle atteint 5,09 % en g.a. en mars.

L'inflation s'est ainsi élevée à 0,52 % sur le mois. Pour mémoire, elle avait stagné à 5,2 % en g.a. entre décembre et janvier, puis

augmenté à 5,3 % en février. **La baisse marquée en mars est une bonne nouvelle, confirmant l'efficacité de la politique monétaire de la Banque centrale,** qui a maintenu son taux directeur inchangé depuis décembre 2024, à 9,5 %. En rythme annualisé, l'inflation a baissé de -2,3 p.p. vs. mars 2024. En mars, l'inflation a été moins forte qu'anticipée par les économistes (prévision à 0,58 %). Les postes les plus touchés sont la santé (+1,01 %), les aliments et boissons non-alcoolisées (+0,86 %), les boissons alcoolisées et le tabac (+0,57 %) et les restaurants et hôtels (+0,57 %). Les postes les moins touchés ont été l'information et la communication (-0,20 %, seule baisse de prix) et l'éducation (+0,08 %).

Au T1 2025, l'engagement budgétaire dépasse la cible, mais les obligations et paiements sont à la traîne.

Sur cette période, l'engagement budgétaire a atteint 27,5 %, respectant l'objectif de 25 % au T1 2025. Les meilleurs niveaux d'engagement budgétaire ont été enregistrés pour les ministères de l'Égalité (65,9 %) et des Transports (56,6 %), tandis que les ministères des Sports et loisirs, du Travail et des Finances ont présenté des engagements parmi les plus faibles, de respectivement 8,9 %, 14,5 % et 16,5 %.

Malgré un résultat globalement positif des engagements, les obligations (reconnaissance juridique de la dette par l'administration, créant un engagement plus fort, et obligeant l'administration à payer) et paiements (réalisés) accusent d'un retard, ne dépassant pas 15 % en moyenne – ayant atteint respectivement 16,1 % et 15,4 % des montants fixés pour 2025. Les meilleures exécutions de paiements concernent les secteurs de la santé et protection sociale (21,5 %) et de l'éducation (21,9 %), tandis que les résultats les plus faibles concernent notamment les sports et loisirs (2,8 %), la présidence (3,7 %) et l'agriculture (4,7 %). Enfin, les obligations et paiements des

investissements ne dépassent pas 8 % de la cible pour 2025 en moyenne, dénotant un retard important, malgré un engagement de 43,4%. Les secteurs avec la meilleure exécution d'investissement sont l'éducation (15,3%) et l'égalité et équité (13,7%). Finalement, le retard d'exécution budgétaire représenterait 3,5 % du PIB (63 200 Md COP).

Stagnation des exportations en février.

En février, les exportations colombiennes se sont élevées à 3,8 Md\$, en quasi-stagnation par rapport à février 2024 (-0,8 % en g.a., une diminution de 31 M\$), et stagnant par rapport à janvier 2025 (+0,1%). Les exportations de *commodities* ont diminué de -5,1% en g.a. (pour atteindre 2,2 Md\$, 58 % du total) tandis que les autres exportations ont augmenté de +5,9 % (s'élevant à 1,6 Md\$, 42 % du total). Les principales destinations des exportations étaient les Etats-Unis (27%), l'Union Européenne (10,5%), le Panama (5,9%) et l'Equateur (4,5 %).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-3,1%	28,5%	1602
Change USD/COP	6,5%	12,5%	4417
Change EUR/COP	7,6%	15,1%	4837
Prix du baril (Brent, USD)	-13,1%	-21,1%	65,48

Equateur

Les IDE s'établissent à 232 M\$ en 2024.

En 2024, les IDE en Equateur ont représenté 232 M\$, soit le niveau le plus faible depuis 2010 (où ils avaient atteint 166 M\$), et en baisse de -51 % par rapport à 2023 (475 M\$). La Chine reste la principale source des IDE (116 M\$, 50 % du total), en raison du développement de ses activités dans le secteur de l'industrie manufacturière. Suivent les Etats Unis avec 57 M\$ (-9% par rapport à 2023) avec des investissements dans les secteurs des services

et agricole. Les quatre secteurs ayant attiré le plus d'IDE sont l'industrie manufacturière (+213 %, 113 M\$), les transports (+171%), le commerce (stable) et les mines (- 87 %).

Le comité de commerce équatorien approuve une baisse temporaire de -10 % sur les droits de douane imposés aux voitures importées des Etats-Unis.

Les droits de douane sur les véhicules états-uniens oscilleront entre 25 % et 30 % jusqu'au 31 décembre 2025. En 2024, les véhicules en provenance des Etats-Unis représentaient 1% du marché automobile équatorien, dominé par les véhicules chinois (50 % du marché). L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec la Chine en mai 2024 et la réduction progressive des droits de douane sur les importations de véhicules chinois devrait consolider la prépondérance du pays asiatique sur ce marché.

Guyana

Le Guyana participe au 55^{ème} Forum mondial des affaires, à Marseille.

Le 55^{ème} Forum mondial des affaires de la *World Trade Centres Association* a réuni plus de 300 représentants de 50 pays. Sous le thème « Porte d'entrée vers la Méditerranée », l'évènement a abordé les grandes tendances du commerce international, notamment la transformation des marchés, le rôle des zones de libre-échange et l'évolution des investissements en 2025. Le président du *World Trade Center* de Georgetown, représentant le Guyana à l'évènement, a souligné l'importance de ce forum pour les petits États comme le Guyana.

Pérou

L'attribution de projets par le biais du mécanisme *Travaux contre Impôts (OxI)* a atteint un nouveau record T1 2025.

L'agence de promotion de l'investissement privé ProInversión a annoncé que, durant le T1 2025, **les entités publiques (ministères, gouvernements régionaux et locaux, universités publiques) ont attribué 64 projets pour un montant total de 103,2 M\$.** Ce chiffre représente une augmentation de +133 % en g.a. Ces projets ont été réalisés dans le cadre du programme *Obras por Impuestos (OxI)*, un mécanisme d'exécution des investissements publics qui permet une mise en œuvre rapide et efficace de projets de qualité, en partenariat avec le secteur privé. D'après ProInversión, ce dispositif s'est imposé comme le moyen le plus efficace, transparent et rapide pour concrétiser les investissements publics. Parmi les projets emblématiques figurent l'amélioration du service local de sécurité citoyenne de la municipalité d'*Alto Selva Alegre*, à Arequipa (8,5 M\$), ainsi que l'amélioration des formations postuniversitaires de l'École navale de La Punta, à Callao (7,9 M\$).

Venezuela

L'inflation atteint 13,1 % en mars.

L'inflation aurait atteint 136 % en g.a., selon l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF, un *think tank*). Les postes ayant enregistré les hausses les plus importantes sont le gaz (+56 %), les vêtements et chaussures (+19 %), les services de nettoyage (+17 %), les équipements ménagers (+17 %), et les aliments boissons non-alcoolisées (+14 %).

Selon le Centre de documentation et d'analyse sociale de la Fédération Vénézuélienne des professeurs (CENDAS-FVM), le panier alimentaire de base aurait augmenté de +6 %, pour atteindre les 509 \$.

Révocation des licences spécifiques des projets Dragon et Cocina-Manakin.

Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, *Stuart Young*, a récemment annoncé que **les Etats-Unis révoquent les licences permettant l'exploitation des champs gaziers communs avec le Venezuela**, Dragon et Cocina-Manakin. Les entreprises opératrices (GNC, Shell et BP) ont jusqu'au 27 mai pour arrêter leurs activités. S. Young a demandé un entretien avec le gouvernement états-unien pour discuter de ces suspensions, ainsi que des droits de douanes imposés à la Chine (actuellement annoncés à hauteur de +145 %).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2024 p	2024 p			2024 p.	2024 p.			
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)